



Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC d'Aix - Bastia
Numéro d'inscription : 4100091386
SARL au capital social de 1 000 euros
SIRET : 900 310 988 00010 RCS de Nice
7, rue d'Autun – Bureau LPF - 06 000 NICE
Tél : 06 59 42 05 86 – sophie.cipri@ciso-strategie.com

BELLEVILLE CITOYENNE

18 Rue Bisson
75020 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Belleville Citoyenne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 19 juin 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Belleville Citoyenne relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés en annexe :

- « Changement de comptes » : des reclassifications comptables ont été apportées sur l'exercice 2024 pour respecter le plan comptable général et associatif et impacte la lecture des comptes.
- « Subvention d'investissement » : les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 758300, par dérogation à l'article 312-I du règlement ANC n°2014 l'ANC n° 2022-02 du 11 mars 2022 qui prévoit un compte de produits exceptionnels (c.777000). L'article 121-3 du plan comptable général permet de déroger aux règles comptables pour des motifs d'image fidèle, en l'occurrence notamment pour préserver le résultat d'exploitation de l'association et ne pas la pénaliser dans sa notation et sa cotation bancaire, en raison de la récurrence des subventions dans le modèle économique, et pour garder une symétrie par rapport aux dotations aux amortissements qui entrent dans le résultat d'exploitation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la suffisance du contrôle interne mis en place et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la valorisation des produits constatés d'avance : nous nous sommes assurés que le contrôle interne existe et est suffisant, qu'ils sont essentiellement constitués des reports de produits issus des subventions et mécénats, et qu'ils ont été calculés selon le prorata temporis des dates de projets indiquées dans les conventions ;

-
- la valorisation des fonds dédiés : nous nous sommes assurés que le contrôle interne existe et est suffisant, qu'ils valorisent la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ;
 - l'estimation des provisions : nous nous sommes assurés de la justification, de l'exhaustivité et de la valorisation des provisions constituées ;
 - la conformité de la présentation des comptes annuels aux référentiels adaptés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier, le rapport d'activité, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 12/05/2025

Le Commissaire aux comptes



CISO, représenté par

Sophie CIPRI



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ETATS FINANCIERS



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	3 974	3 974		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				133 581
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	361 351	190 023	171 328	59 088
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	153		153	153
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 908		3 908	3 688
TOTAL I	369 386	193 997	175 389	196 509
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	395 079		395 079	572 936
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	22 995		22 995	185 195
Charges constatées d'avance	2 875		2 875	5 286
TOTAL III	420 950		420 950	763 417
Frais d'émission des emprunts IV	600		600	800
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	790 935	193 997	596 938	960 726

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	30 000	
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	103 316	94 920
Excédent ou déficit de l'exercice	4 490	8 396
Situation nette	137 806	103 316
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	70 714	99 293
Provisions règlementées		
TOTAL I	208 520	202 609
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		178 020
TOTAL III		178 020
Provisions		
Provisions pour risques	25 048	60 000
Provisions pour charges		
TOTAL IV	25 048	60 000
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	73 766	92 446
Emprunts et dettes financières diverses	30 137	30 137
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 525	12 652
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	68 475	39 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	149 468	345 715
TOTAL V	363 371	520 097
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	596 938	960 726



Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	706	1 023
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	10 390	59 272
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	439 433	718 667
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 015	
Mécénats	78 836	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	17 059	43
Utilisations des fonds dédiés	178 020	
Autres produits	43 103	69 500
TOTAL I	769 562	848 504
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	217 322	156 286
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	14 057	6 824
Salaires et traitements	364 119	295 011
Charges sociales	113 731	95 250
Dotations aux amortissements et dépréciations	54 845	42 972
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		178 020
Autres charges	1 749	1 735
TOTAL II	765 824	776 098
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	3 738	72 406
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 693	856
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 693	856
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 734	1 960
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	3 734	1 960
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-2 041	-1 104
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	1 697	71 302

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		3 595
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	60 000	
TOTAL V	60 000	3 595
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	29 029	6 501
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	28 178	60 000
TOTAL VI	57 207	66 501
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 793	-62 906
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	831 256	852 955
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	826 766	844 559
EXCÉDENT OU DÉFICIT	4 490	8 396

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 596 938 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 4 490 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général, des règlements ANC n°2014-03, n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et de l'arrêté du 2 août 1995 applicable aux organismes de formation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a éprouvé au cours de l'exercice :

- des difficultés de trésorerie liées au versement décalé de subventions sur des projets déjà réalisés
- plusieurs sinistres sur des biens matériels, dont des vols et dégâts des eaux.

L'association a également bénéficié au cours de l'exercice d'un apport avec droit de reprise d'un montant de 30K€ dont le solde reste à courir au 31/12/2024.

Objet social

Belleville Citoyenne est une association d'intérêt général dont l'objet social est de favoriser l'émancipation, l'expression et l'insertion des jeunes, en particulier ceux issus des quartiers populaires. Elle développe des actions mêlant la culture et le numérique, à travers trois grands pôles : entraide et solidarité, ateliers et projets culturels, ainsi que des parcours de formation. Ses missions vont de l'accès aux droits jusqu'à l'initiation aux pratiques artistiques et la découverte des métiers créatifs et techniques.

Pour mettre en œuvre ces activités, l'association s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire composée d'une équipe salariée de 13 personnes, de service civique, de formateurs spécialisés et d'artistes intervenants, épaulés par des bénévoles engagés. Elle dispose de 3 locaux équipés, dont un studio d'enregistrement, et travaille en lien étroit avec un réseau de partenaires institutionnels, éducatifs et culturels. L'ensemble de ces moyens permet à Belleville Citoyenne de proposer un accompagnement global, accessible et adapté aux besoins des publics accueillis.

Changement de comptes

Certains changements de comptes ont été opérés pour respecter le plan comptable général et associatif :

- Terrains : du compte #212 vers le compte #218
- Aides à l'emploi : du compte #74 vers le compte #73
- Mécénat et dons manuels : du compte #758 vers le compte #754

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture



L'association a entamé des opérations de restructuration économique en 2025, en conséquence de la baisse des financements annuels.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Travaux | 3 à 10 ans. |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir (385 053€) et mécénats à recevoir (1 000€).

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 758300, par dérogation à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014 l'ANC n° 2022-02 du 11 mars 2022 qui prévoit un compte de produits exceptionnels (c.777000). L'article 121-3 du plan comptable général permet de déroger aux règles comptables pour des motifs d'image fidèle, en l'occurrence notamment pour préserver le résultat d'exploitation de l'association et ne pas la pénaliser dans sa notation et sa cotation bancaire, en raison de la récurrence des subventions dans le modèle économique, et pour garder une symétrie par rapport aux dotations aux amortissements qui entrent dans le résultat d'exploitation.

Produits et charges constatés d'avance, produits et charges exceptionnels et transferts de charge

Les produits constatés d'avance de l'exercice représentent un total de 149 467.86€. Ils sont essentiellement constitués des reports de produits issus des subventions et mécénats. Ils ont été calculés selon le prorata temporis des dates de projets indiquées dans les conventions.

Les charges constatées d'avance de l'exercice représentent un total de 2 875.30€. Elles sont essentiellement constituées de charges relatives à des abonnements étalés sur plusieurs exercices. Elles ont été calculées selon le prorata temporis des dates d'abonnements indiquées sur les factures.

Les charges exceptionnelles pour un total de 29 029€ sont constituées des :

- frais de résiliations de contrat sur lequel porte un litige pour 3 779€
- de la perte sur solde à recevoir de la subvention DRIEETS pour 20 550€
- de la perte sur solde à recevoir de la subvention Mairie de Paris pour 4700€.

Ces montants ont été comptabilisés, respectivement, sur facture et sur avancement d'objectifs.



Les transferts de charges, pour un total de 17 059€ sont essentiellement constitué des remboursement d'assurance suite à des sinistres. Les versements effectifs ont été comptabilisés en compte 791.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

L'ensemble des fonds dédiés antérieurs ont été consommés sur l'exercice 2024.

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 9 183.72 euros. Il s'agit d'une provision pour perte sur solde intermédiaire de subvention à recevoir. Au vu de l'avancement de l'action financée par le FSE, le solde restant à percevoir sera très probablement minoré du montant en provision.

Une provision pour litige a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 15 864.33 euros. Il s'agit d'une provision relative à un contentieux avec un fournisseur quant à la résiliation d'un contrat commun. La provision a été comptabilisée conformément au montant de la facture litigieuse.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 403 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 20.72 €/heure correspond à un montant de 8 350 euros.

L'association bénéficie de dons en nature pour 5 520€.



Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 70 598.75 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	70 598.75€	

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Engagements hors bilan

Caution donnée par l'Association France Active de 36 883,11 € relatif au prêt de 100 K€ contracté avec la banque Crédit Coopératif.

Etat des immobilisations

[illegible]

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			3 974	
TOTAL			3 974	
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers - De transport Matériel : - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés	213 632		219 944	
		3 646	141 407	
TOTAL	213 632	3 646	361 351	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières			153	
			3 908	
TOTAL			4 061	
TOTAL GÉNÉRAL	213 632	3 646	369 386	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement	3 974			3 974
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL	3 974			3 974
Terrains	80 052		80 052	
Constructions - Sur sol propre				
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers		104 206		104 206
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	55 642	33 821	3 646	85 817
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	135 694	138 027	83 697	190 023
TOTAL GÉNÉRAL	139 668	138 027	83 697	193 997

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES				REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	800	-200		600
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	60 000	25 048	60 000	25 048
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	60 000	25 048	60 000	25 048

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	60 000	25 048	60 000	25 048
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		25 048	60 000	

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	3 908		3 908
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	19	19	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 000	9 000	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	385 053	385 053	
Confédération, fédération, union, associations affiliées	7	7	
Débiteurs divers	1 000	1 000	
Charges constatées d'avance	2 875	2 875	
TOTAL	401 862	397 954	3 908

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	73 766	19 514	54 252	
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	30 000		30 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	41 525	41 525		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	13 929	13 929		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	48 722	48 722		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 824	5 824		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	137	137		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	149 468	117 442	32 026	
TOTAL	363 371	247 093	116 278	



Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 290	4 414
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	19 458	11 501
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	28 748	15 915

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	9 000	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	9 000	



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	149 468	345 715
TOTAL		149 468	345 715

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	2 875	5 286
TOTAL		2 875	5 286



Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	7	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat	2	
TOTAL	13	

Commentaires : 2 services civiques

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	6 552
Conseils et prestations de services	5 400
TOTAL	11 952



Commentaires : les 5400€ concernent des prestations de service autres que la certification des comptes et ne sont pas du conseil.

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice


	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics		93 159				93 159
Subventions d'exploitation			316 709	21 500	8 065	346 274
Subventions d'investissement			12 500			12 500
TOTAL		93 159	329 209	21 500	8 065	451 933

Commentaires :

L'association a bénéficié au cours de l'exercice des subventions suivantes :

- Subvention d'investissement publique - Ville de Paris - 12 500€
- Subventions d'exploitation - Ville de Paris - 125 500€
- Subventions d'exploitation - Préfecture de Paris - 22 500€
- Subventions d'exploitation - Caisse d'allocations familiales - 36 000€
- Subventions d'exploitation - DRAC - 10 000€
- Subventions d'exploitation - DRIEETS - 74 000€- Subventions d'exploitation - DRIEETS - 74 000€
- Subventions d'exploitation - Autres organismes publics - 50 400€


Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
FSE	178 020		178 020				
TOTAL	178 020		178 020				
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	178 020		178 020				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	178 020		178 020				
TOTAL GÉNÉRAL	178 020		178 020				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL GÉNÉRAL				

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	118 938	12 500	3 646	127 792
Quotes-parts virées au résultat	-19 645	3 646	41 079	-57 078



Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise			30 000		30 000
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	94 920	8 396			103 316
Excédent ou déficit de l'exercice	8 396	-8 396	4 490		4 490
Situation nette	103 316		34 490		137 806
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	99 293		16 146	44 725	70 714
Provisions règlementées					
TOTAL	202 609		50 636	44 725	208 520

Commentaires : néant

Variation des fonds propres art.432.22
(art. 432-22 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise - dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise - dont générosité du public			30 000		30 000
Écarts de réévaluation					
Réserves					
- dont générosité du public					
Report à nouveau	94 920	8 396			103 316
- dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	8 396	-8 396	4 490		4 490
- dont générosité du public					
Situation nette	103 316		34 490		137 806
- dont générosité du public					
Dotations consommables					
- dont générosité du public					
Subventions d'investissement	99 293		16 146	44 725	70 714
Provisions règlementées					
TOTAL	202 609		50 636	44 725	208 520
- dont générosité du public					

Ressources de l'organisme de formation

Origine des fonds	Montant	
	€	%
I - Ressources provenant des entreprises et administration pour leurs salariés et des particuliers		
Entreprises		0 %
Etat, collectivités locales, établissements publics		0 %
Entreprises :		0 %
Particuliers		0 %
Sous total I :	0 €	0 %
II - Ressources provenant des pouvoirs publics		
Instances européennes	127 972 €	43 %
Etat	131 255 €	44 %
Régions		0 %
Autres collectivités territoriales	36 698 €	12 %
Sous total II :	295 925 €	100 %
III - Autres		
Autres organismes de formation		0 %
Autres ressources		0 %
Sous total III :	0 €	0 %
Total des ressources	295 925 €	100 %



Décomposition des actions de formation par finalité

Finalités des actions	Volume financier	
	Montant K€	%
Diplômantes		0 %
Perfectionnement professionnel et qualifiant		
Insertion sociale	295 925 €	
Total	295 925 €	0 %



Convention de ressources publiques affectées

Convention	Montant Initial	Suivi Exécution (en €)		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Ville de Paris – La manufacture des talents : Paris tous en jeux	15 741	15 741	15 741	0
Ville de Paris – La manufacture de talents parcours régie du spectacle vivant	7 556	0	7 556	0
Ville de Paris – MODUL'R les premières marches vers un parcours numérique professionnel	3 500	0	3 500	0
Ville de Paris – MODUL'R les premières marches vers un parcours numérique professionnel	3 000	0	3 000	0
Préfecture/Etat – DRIEETS – CEJ Avenant	46 593	46 593	46 593	0
Préfecture	1 000	0	1 000	0
Préfecture/Etat – DRIEETS – CEJ	125 926	47 203	47 203	0
CAF – La maison du numérique créatif	9 444	0	9 444	0
Préfecture/Etat – DRIEETS – FSE+	175 035	112 087	112 087	0

